

a

FIDA

FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

Conseil d'administration – Quatre-vingt-unième session

Rome, 21-22 avril 2004

RESSOURCES DISPONIBLES POUR ENGAGEMENT

1. Le Conseil d'administration trouvera pour son information, aux annexes I et II du présent document, des précisions sur les ressources disponibles pour engagement au titre du Programme ordinaire du FIDA au 31 décembre 2003.
2. Conformément aux pratiques comptables en vigueur, les entrées nettes sont utilisées immédiatement pour compenser le solde non couvert au titre du pouvoir d'engagement anticipé (PEA). Comme il ressort de l'annexe IV, le report au titre du PEA s'établissait à 331,1 millions de USD au 31 décembre 2003, soit un montant inférieur au plafond global de 400 millions de USD fixé pour l'année. Le montant net utilisé au titre du PEA, soit 153,7 millions de USD en 2001, 124,1 millions de USD en 2002 et 53,3 millions de USD en 2003, marque une tendance à la baisse.
3. Compte tenu de ces pratiques comptables, comme on le verra à l'annexe I, le montant net des ressources disponibles pour engagement était égal à zéro au 31 décembre 2003.
4. L'annexe II présente l'état détaillé, au 31 décembre 2003, des contributions des États membres spécifiquement exclues des ressources engageables.
5. L'annexe III donne des précisions sur les propositions de prêts et de dons soumises à la présente session du Conseil d'administration, qui s'élèvent à approximativement 38,3 millions de droits de tirage spéciaux (DTS). Aux taux de change en vigueur au 31 décembre 2003, les prêts et dons se chiffrent à environ 58,0 millions de USD.
6. L'annexe IV présente les ressources engagées au titre du PEA en 2003. Elle contient également une analyse plus poussée des flux nets durant l'année. L'Annexe V fait apparaître les entrées nettes attendues jusqu'au 31 mars 2004.

Le pouvoir d'engagement anticipé et son plafond

7. À sa vingtième session tenue en février 1997, le Conseil des gouverneurs a autorisé le recours au PEA dont le principal objet est de compenser au moment de l'approbation de prêts et de dons les déficits de ressources engageables qui peuvent apparaître au cours d'une année du fait de retards dans le versement des contributions, de la volatilité du produit des placements et/ou de retards dans les paiements et remboursements afférents aux prêts octroyés par le Fonds.

8. Lorsque le dispositif du PEA a été adopté pour la quatrième reconstitution, le montant qui pouvait être engagé par ce moyen durant cette période de reconstitution a été plafonné à 450 millions de USD, ce qui correspondait à l'époque à trois années de rentrées de prêts. Les modalités d'utilisation du PEA durant la période de la cinquième reconstitution sont définies dans le document GC 24/Res. 119/XXIV/Rev.1.

9. Le rapport de la Consultation sur la sixième reconstitution des ressources du FIDA, entériné par le Conseil des gouverneurs en février 2003, fait observer que «le point de vue selon lequel le plafond du recours au PEA durant la période correspondant à la sixième reconstitution des ressources devrait reposer sur les mêmes principes que durant les périodes de la quatrième et de la cinquième reconstitutions, à savoir un plafond correspondant à trois ans de remboursement, a reçu un écho favorable». Le plafond, calculé sur la base des estimations de rentrées de prêts au cours des trois prochaines années, serait de l'ordre de 540 millions de USD. Toutefois, lors de la Consultation, il a également été souligné qu'il fallait s'efforcer de maintenir le recours effectif au PEA en dessous de ce plafond.

10. Les modalités d'utilisation du PEA durant la période de la sixième reconstitution sont définies dans le document GC 26/Resolutions/Rev. 1. Conformément aux nouvelles procédures adoptées, le «total des flux nets» restera inscrit comme ressources disponibles pour engagement. Le montant éventuellement demandé au titre du PEA à chaque session du Conseil d'administration représentera alors l'excédent des engagements de prêts et de dons par rapport aux ressources disponibles pour engagement. À la fin de l'exercice, le montant reporté au titre du PEA sera ajusté en prenant en compte les ressources nettes disponibles pour engagement. Cette procédure rendra l'utilisation du PEA plus claire et plus transparente. Le montant additionnel utilisé au titre du PEA au cours d'un exercice donné sera la simple somme des recours au PEA approuvés par le Conseil d'administration à ses trois sessions de l'année.

11. Comme il ressort de l'annexe IV, le montant reporté au 31 décembre 2003 au titre du PEA s'établissait à 331,1 millions de USD. Les entrées nettes de janvier à mars 2004 sont estimées à 95,6 millions de USD. Le montant des prêts et des dons présentés à la session d'avril du Conseil d'administration s'élève à 58,0 millions de USD. Par conséquent, aucun recours supplémentaire au PEA ne sera demandé à cette session. Une version actualisée du présent document sera présentée à la quatre-vingt-unième session du Conseil d'administration.

**ÉTAT DES RESSOURCES DISPONIBLES POUR ENGAGEMENT
AU 31 DÉCEMBRE 2003
(en milliers de USD)**

Avoirs en monnaies librement convertibles			
Espèces	243 618		
Placements	2 310 730		
Billets à ordre – États membres	271 061		
Autres sommes à recevoir	<u>87 634</u>		<u>2 913 043</u>
À déduire			
Sommes à payer et obligations			(326 405)
Mécanisme de financement du développement des programmes (MFDP)			(6 842)
Réserve générale			(95 000)
Prêts entrés en vigueur non décaissés	(2 009 778)		
Prêts approuvés, signés mais non encore entrés en vigueur	(344 779)		
Dons non décaissés	<u>(35 407)</u>		(2 389 964)
Tirages sur des billets à ordre qui n'ont pas été réglés (voir annexe II)			<u>(88 176)</u>
			<u>(2 906 387)</u>
Ressources disponibles pour engagement			6 656
À déduire			
Prêts non encore signés			(317 206)
Dons non encore signés			<u>(20 581)</u>
Ressources nettes disponibles pour engagement avant recours au PEA			<u>(331 131)</u>
Engagements anticipés reportés au 1^{er} janvier 2003	277 780		
Montant approuvé au titre du PEA à la soixante-dix-huitième session du Conseil d'administration	77 300		
Montant approuvé au titre du PEA à la soixante-dix-neuvième session du Conseil d'administration	99 800		
Montant approuvé au titre du PEA à la quatre-vingtième session du Conseil d'administration	<u>243 300</u>		698 180
À déduire:			
Engagements anticipés compensés à ce jour en 2003			<u>(367 049)</u>
Engagements anticipés reportés au 31 décembre 2003			<u>331 131</u>
Ressources nettes disponibles pour engagement			<u>0</u>

**ÉTAT DES RESSOURCES DISPONIBLES POUR ENGAGEMENT
AU TITRE DU PROGRAMME ORDINAIRE
AU 31 DÉCEMBRE 2003**

Montants spécifiquement provisionnés¹
(en milliers de USD)

Programme ordinaire du FIDA

**Tirages sur des billets à ordre au titre des
contributions initiales qui n'ont pas été réglés**

Iran	29 358	
Iraq	<u>13 717</u>	
		43 075

**Tirages sur des billets à ordre au titre de la
première reconstitution qui n'ont pas été réglés**

Iraq	31 099	
Qatar	<u>508</u>	
		31 607

**Tirages sur des billets à ordre au titre de la
deuxième reconstitution qui n'ont pas été réglés**

Mauritanie	5 000	
Qatar	<u>2</u>	
		5 002

**Tirages sur des billets à ordre au titre de la
troisième reconstitution qui n'ont pas été réglés**

Corée, R.P.D.	600	
Jamahiriya arabe libyenne	7 857	
Mauritanie	<u>25</u>	
		8 482

**Programme spécial pour les pays de
l'Afrique subsaharienne touchés par la
sécheresse et la désertification**

**Tirages sur des billets à ordre au titre de la
première phase qui n'ont pas été réglés**

Mauritanie		<u>10</u>
------------	--	-----------

Total des montants spécifiquement exclus		<u>88 176</u>
---	--	---------------

¹ Le Conseil d'administration a approuvé à sa quatre-vingtième session, en décembre 2003, l'alignement des conditions applicables à la non comptabilisation des arriérés dans l'état des ressources sur celles qui régissent le provisionnement des contributions.

**PROPOSITIONS DE PRÊTS ET DE DONS PRÉSENTÉES À
LA QUATRE-VINGT-UNIÈME SESSION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
POUR APPROBATION**

PRÊTS PROPOSÉS			
Pays	Nom du projet/programme	Équivalent en USD¹	Équivalent en DTS¹
Chine	Programme relatif au secteur de la finance rurale	14 700 000	9 889 400
Congo	Projet de développement rural dans les départements des Plateaux, de la Cuvette et de la Cuvette ouest	11 900 000	8 005 705
Congo, R.D. du	Programme de relance agricole dans la province de l'Équateur (RUDEREP)	14 700 000	9 889 400
Gambie	Projet de gestion intégrée participative des bassins versants	7 100 000	4 776 513
Sous-total		48 400 000	32 561 018
DONS PROPOSÉS			
Institution	Titre du projet/programme	USD	DTS (Équivalent)¹
Centre international pour l'amélioration du maïs et du blé (CIMMYT)	Projet de mise au point et diffusion de maïs résistant au stress pour assurer une sécurité alimentaire durable en Afrique orientale, occidentale et centrale-phase II	1 300 000	874 573
Centre d'études et de promotion du développement (DESCO)	Programme de renforcement des capacités régionales aux fins du suivi et de l'évaluation des projets de lutte contre la pauvreté rurale en Amérique latine et dans les Caraïbes (PREVAL-phase III)	850 000	571 836
Don au Mécanisme mondial de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique (CCD)	Appui à la mobilisation de ressources et à l'exécution pour les programmes d'action et initiatives s'y rapportant	1 250 000	840 935
Centre international de recherche agricole dans les zones arides (ICARDA)	Programme pour la mise au point de moyens d'existence durables pour les communautés agropastorales d'Asie occidentale et d'Afrique du Nord	1 300 000	874 573
Centre international d'agriculture biosaline (ICBA)	Programme visant à préserver les ressources en eau grâce à la production de fourrages tolérants à la salinité dans les zones marginales de la région de l'Asie occidentale et de l'Afrique du Nord – un moyen d'accroître les revenus des ruraux pauvres	1 350 000	908 210
Centre international pour la recherche en agroforesterie (CIRAF)	Diversification des systèmes d'agriculture paysanne en Afrique centrale et occidentale pour la culture d'essences indigènes	1 200 000	807 298
Institut international des ressources phytogénétiques (IPGRI)	Programme d'autonomisation des agriculteurs sahéliens dans l'exploitation de la diversité de leurs cultures en vue d'améliorer leurs stratégies de subsistance	1 300 000	874 573
Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS)	Programme relatif aux envois de fonds et au développement rural en Amérique latine et dans les Caraïbes — Renforcement du potentiel de création de revenus des ruraux pauvres dans les pays bénéficiant d'envois de fonds	1 000 000	672 748
Sous-total		9 550 000	6 424 746
Total		57 950 000	38 985 764

¹ Calculé au taux de conversion USD/DTS du 31 décembre 2003, soit 1,48644, sur la base des montants exprimés en USD pour les prêts non encore négociés et pour les dons.

RECOURS AU POUVOIR D'ENGAGEMENT ANTICIPÉ (PEA)

2002	
	(en millions de USD)
1) Report PEA de la période précédente	153,7
2) Montant net utilisé au titre du PEA*	124,1
3) Report PEA	277,8

* Différence entre le montant des prêts et des dons approuvés par le Conseil d'administration, soit 388,1 millions de USD, plus un engagement supplémentaire de 7,9 millions de USD au titre de dons, et le montant net des entrées en 2002, soit 271,9 millions de USD.

	2003 janvier à décembre (en millions de USD)
1) Ressources disponibles en début de période	0
Analyse des flux	
Rentrées de prêts	185,2
Annulations de prêts	37,2
Contributions des membres	147,0
Produit net des placements	108,0
Dépenses administratives, AMACS, PTS, MFDP	(86,9)
Transferts pour l'Initiative PPTE	(27,0)
Dons divers	(11,2)
Variations nettes de change	1,6
Versement de contributions exclues	13,2
2) Total des flux nets	367,1
Prêts et dons approuvés au titre du PEA (EB 78)	77,3
Prêts et dons approuvés au titre du PEA (EB 79)	99,8
Prêts et dons approuvés au titre du PEA (EB 80)	243,3
Prêts et dons proposés (EB 81)	
3) Montant total brut approuvé par le Conseil d'administration au titre du PEA	420,4
4) Engagements au titre des prêts et des dons	(420,4)
5) Engagements anticipés compensés pendant la période	(367,1)
Ressources disponibles en fin de période (=1+2+3+4+5)	0
6) Montant reporté au titre du PEA (=3+5+(période précédente))	331,1
Montant net utilisé au titre du PEA (=3+5)	53,3

Note: AMACS = Assurance maladie après cessation de service
Initiative PPTE = Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés
MFDP = Mécanisme de financement du développement des programmes
PTS = Programme de transformation stratégique

ENTRÉES NETTES ATTENDUES JUSQU'AU 31 MARS 2004

	2004 Estimations de janvier à mars y compris période de EB81 ¹ (au titre de la sixième reconstitution) (en millions de USD)
1) Ressources disponibles en début de période	0
Analyse des flux	
Rentrées de prêts	47,5
Annulations de prêts	12,5
Contributions des membres	38,9
Produit net des placements	19,8
Dépenses administratives, AMACS, PTS, MFDP	(23,1)
Transferts pour l'Initiative PPTE	-
Dons divers	-
Variations nettes de change	-
Versement de contributions exclues	-
2) Total des flux nets	95,6
3) Engagements au titre des prêts et des dons	(58,0)
4) Estimation des ressources disponibles après la session d'avril du Conseil d'administration (=1+2+3)	37,6
Montant reporté au titre du PEA (période précédente)	331,1²
Montant net utilisé au titre du PEA en 2004	0

Note: AMACS = Assurance maladie après cessation de service
Initiative PPTE = Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés
MFDP = Mécanisme de financement du développement des programmes
PTS = Programme de transformation stratégique

¹ Sur la base des trois douzièmes des projections annuelles figurant dans le document GC 27/L.4, Programme de travail et budget administratif du FIDA et de son Bureau de l'évaluation pour 2004, à l'exclusion des transferts aux PPTE qui seront effectués ultérieurement dans l'année.

² L'estimation du report repose sur un certain nombre d'hypothèses, concernant par exemple le produit des placements et le versement des contributions par les gros donateurs.